



RENDU EXECUTOIRE LE

12 JAN. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/12/2022

Reçu en préfecture le 29/12/2022

Publié le

ID : 086-228600011-20221227-23_A_SE_0065-AR

SLO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0065

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

du **27 DEC. 2022**

Portant fixation des tarifs hébergement
pour l'année 2023 de l'EHPAD « Le Petit
Clos » de MIGNALOUX-BEAUVOIR géré
par la Mutualité Française Vienne SSAM

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 313-11, L. 313-12 et L.313-12-2 relatif au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget primitif départemental 2023 ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté ARS/DGAS n°2018-A-DGAS-DHV-SE-0091 du 22 mars 2018 autorisant une extension de l'EHPAD « Le Petit Clos » de Mignaloux-Beauvoir de 10 lits d'EHPAD pour personnes handicapées vieillissantes et portant ainsi la capacité totale autorisée à 50 lits d'Hébergement Permanent ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Général n° 2011-A-DGAS-DHV-SE-0139 du 10 juin 2011 portant habilitation totale à l'aide sociale à l'hébergement de l'EHPAD « Le Petit Clos » de Mignaloux-Beauvoir ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 mars 2019 entre l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Vienne et la Mutualité Française Vienne SSAM, gestionnaire des EHPAD « Lumières d'Automne » de Buxerolles, « Le Clos des Myosotis » de Mignaloux-Beauvoir, « Le Petit Clos » de Mignaloux-Beauvoir, « Résidence du Lac » de Moncontour et du SAMSAH, pour la période 2018-2023, et notamment son article 3.1.3 relatif à « La tarification de l'hébergement du secteur personnes âgées » ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif hébergement journalier applicable aux résidents de plus de 60 ans accueillis à l'EHPAD « Le Petit Clos » de Mignaloux-Beauvoir est fixé ainsi qu'il suit pour 2023 :

64,12 € TTC

.../...

ARTICLE 2 : Le tarif journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, comprenant une part hébergement et une part dépendance, s'élève pour l'année 2023 et pour les personnes accueillies à l'EHPAD, à :

80,60 € TTC

La part hébergement est identique à celle des résidents de plus de 60 ans et la part dépendance s'élève à 16,48 € TTC à compter du 1^{er} janvier 2023 comme notifié dans l'arrêté de Dotation Globalisée Commune Dépendance 2023 des EHPAD de la Vienne gérés par la Mutualité Française Vienne SSAM ;

ARTICLE 3 : Le tarif hébergement journalier applicable aux résidents de plus de 60 ans, accueillis dans l'Unité pour Personnes Handicapées Vieillissantes de l'EHPAD « Le Petit Clos » de Mignaloux Beauvoir est fixé, pour l'année 2023 à :

82,42 € TTC

ARTICLE 4 : Le tarif hébergement journalier applicable aux résidents de moins de 60 ans, accueillis dans l'Unité pour Personnes Handicapées Vieillissantes de l'EHPAD « Le Petit Clos » de Mignaloux Beauvoir est fixé, pour l'année 2023 à :

98,90 € TTC

La part hébergement est identique à celle des résidents de plus de 60 ans de l'UPHV et la part dépendance s'élève à 16,48 € TTC à compter du 1^{er} janvier 2023 comme notifié dans l'arrêté de Dotation Globalisée Commune Dépendance 2023.

ARTICLE 5 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration. En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication. Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain Pichon